

Les mines métalliques bretonnes aux XVIII^e et XIX^e siècles : inventaire et typologie

L'exploitation des mines métalliques en Bretagne remonte à des périodes reculées, époque romaine voire antérieure pour les gisements d'étain de La Villeder en Morbihan ou d'Abbaretz près Nozay en Loire-Atlantique, Moyen Age pour le gîte de plomb argentifère du Huelgoat en Finistère ou pour celui, récemment découvert de Plénauff en Côtes-du-Nord (1). Mais, faute peut-être d'informations en nombre suffisant sur ces périodes reculées, c'est aux XVIII^e et XIX^e siècles que l'activité minière semble trouver son complet développement. La Bretagne devient, en effet, au XVIII^e siècle la première province productrice de plomb et d'argent du royaume, position qu'elle retrouvera dans le dernier tiers du XIX^e siècle.

L'histoire de ces mines est mal connue quand ce n'est pas totalement ignorée. Ce travail se veut donc exploratoire, un premier pas accompli dans la connaissance de ce qui constitue un secteur original de l'économie bretonne. Certes les chiffres manquent encore. Or, trop disparates, ils ne peuvent constituer de solides repères. Le secteur analysé, quant à lui, limité à l'arrondissement minéralogique de Rennes — la Bretagne actuelle des quatre départements, Finistère, Côtes-du-Nord, Morbihan, Ille-et-Vilaine — est trop étroit et laisse de côté d'importantes exploitations, celles de Loire-Atlantique, celle de La Lucette en Mayenne ou d'autres encore, pourtant parties intégrantes du Massif Armoricaïn. Nous nous excusons auprès des lecteurs de ces défauts que nous espérons n'être que ceux d'une recherche débutante. Mais il nous paraissait indispensable, pour ne pas dire urgent d'attirer l'attention sur ce champ d'études historiques qui, à l'except-

(1) Le gisement de Plénauff a été découvert dans les années 1960 : 200 000 t. de minerai Pb + Zn ont été mis en évidence entre le niveau — 70 atteint par des exploitations carolingiennes et le niveau — 130. (Annales des Mines, n° spécial, « Les ressources minières françaises », juillet-août 1980). Un cadre de bois datant de l'époque carolingienne a été déposée au Musée de Saint-Brieuc.

tion des travaux pionniers de MM. E. Monange et R. Carsin sur Poullaouen (2) et sur Pont-Péan (3), reste encore à explorer.

Commençons par un rapide inventaire. Nous avons établi à partir du relevé des gîtes ayant fait l'objet d'un rapport administratif : autorisation de recherche, demande en concession, etc... (4), une grille de repérage et d'activité des divers sites (tableau 1 et 2). Première constatation : entre 1730 et 1905, l'activité minière, exploitation ou recherche, est incessante. Elle est, de plus, largement et également répartie sur le territoire de la province puis de la région. Se trouvent ainsi mentionnés dans le Finistère : Le Huelgoat-Poullaouen (PbAg), Châteaulin (Pb), Carnoët-Plusquellec (PbAg), Pluffier (Plombagine), Pont-Léon (PbAg) près Morlaix ; dans les Côtes-du-Nord : Pontrieux (Pb), Coat-an-Noz (Pb), Trémuson Chatelaudren (PbAg) ; en Morbihan : Plumelin (Pb), La Chapelle Saint-Maudez (Pb), La Villeder (Sn), Sarzeau (PbAg), Pénestin (Sn + Au) ; et en Ille-et-Vilaine : Pont-Péan (PbAg), La Touche (PbAg), Le Semnon (antimoine), Montbelleux (wolfram).

La plupart de ces gîtes sont géologiquement porteurs de galène, blendes et pyrites, fournissant après traitement métallurgique, plomb et argent au XVIII^e siècle, plomb, zinc et argent au XIX^e. Quelques autres — leur exploitation est souvent ou plus précoce ou plus tardive — produisent quant à eux, étain, antimoine ou wolfram. Cette liste, bien sûr, n'est pas exhaustive. Le Président de Robien dans sa « Description historique, topographique et naturelle de la Bretagne » rédigée entre 1734 et 1756, dénombre en Basse-Bretagne les mines de la paroisse de Berrien, des environs du pont du Lochrist, de Callac, de Guingamp, des Salles de Rohan et en Haute-Bretagne, celles de Saint-Hélier près Rennes, de Cesson, Baulon, Saint-Aubin du Cormier, des environs de Bazouges, Martigné et Châteaubriand qu'il déclare être toutes à l'abandon (5). Gageons qu'il s'en trouvera d'autres, y compris dans l'espace présentement étudié, tant le Massif Armoricaïn abonde en gîtes métallifères de toute sorte.

(2) E. MONANGE, *Une entreprise industrielle au XVIII^e siècle, les mines de Poullaouen et du Huelgoat (1732-1791)*, Thèse de 3^e cycle dactyl. 2 tomes, Rennes, 1972.

(3) R. CARSIN, « *Les techniques à la mine de Pont-Péan, 1730-1798, de l'extraction à l'affinage : méthodes et machines* », mémoire de DES, Rennes, 1967.

A ces deux titres, il convient d'ajouter :

A. BRULÉ, *La mine de plomb argentifère de Pont-Péan au XIX^e siècle (1827-1905)*, mémoire de maîtrise, I.A.R.E.H., Rennes, 1982. et plus récemment :

O. MILLET, *La mine de plomb argentifère de La Touche à Vieux-Vy sur Couesnon (1879-1951)*, mémoire de D.E.A., Rennes, 1986.

(4) Relevé établi à partir des séries F14 des Archives Nationales : F14 8071, 8073, 8084 et 8101.

(5) Cité par E. Monange, op. cit. p. 56/57.

Tableau I — Activité minière liée aux métaux non-ferreux en Bretagne (XVIII^e-XIX^e siècles)/premiers résultats

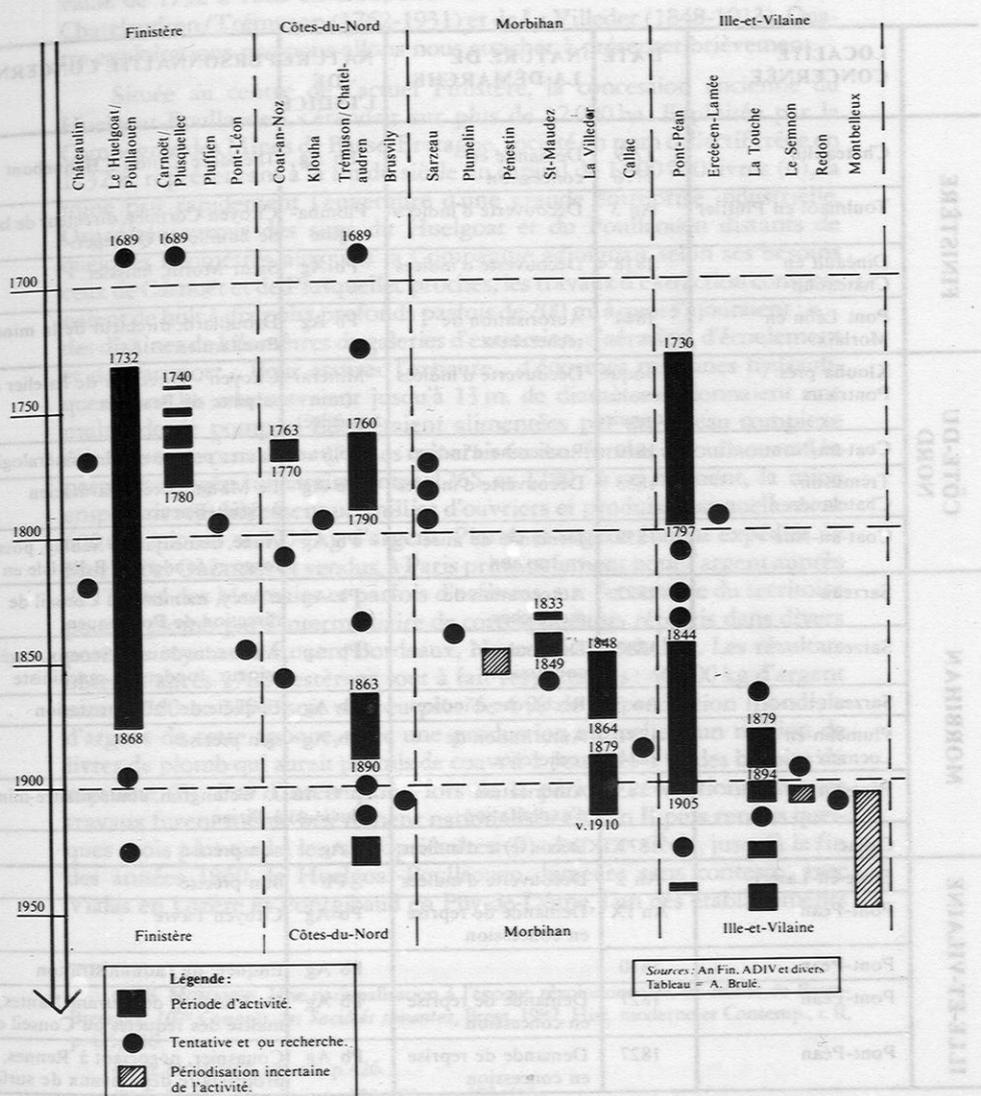


Tableau N° 2 — Relevé des sites ayant fait l'objet d'une démarche administrative non suivie d'effets (1750-1898)

	LOCALITÉ CONCERNÉE	DATE	NATURE DE LA DÉMARCHÉ	NATURE DE L'INDICE	PERSONNALITÉ CONCERNÉE
FINISTÈRE	Châteaulin	1769 1776	Demande en concession	Pb Ag	Théodore Canon d'Hennebont
	Toulmaol en Pluffier	An 3	Découverte d'indices	Plombagine	Citoyen Cormier, directeur de la mine de houille de Quimper.
	Dinéault en Châteaulin	1818	Découverte d'indices	Pb Ag	Sieur Morin, huissier.
	Pont Léon en Morlaix	1844	Autorisation de recherches	Pb Ag	Drouillard, directeur de la mine de Poullaouen
CÔTE-DU NORD	Klouha près Pontrioux	Époque révolutionnaire	Découverte d'indices	Minerai (non précisé)	Citoyen - Directeur de l'atelier de salpêtre de Beaufort
	Coat-an-Noz	1810	Recherche d'indices	Wolfram	Favre, professeur de minéralogie
	Trémuson/Chatelaudren	1833	Découverte d'indices	Pb Ag	Le Maout père, pharmacien à Saint-Brieuc
	Coat-an-Noz	1859	Demande de mise en travaux	Pb Ag	Aubé, demeurant à Neuilly, possédant forge et fonderie à Belle-Isle en Terre
MORBIHAN	Sarzeau	1772	Autorisation de recherches	Pb Ag	d'Arcy, membre du Conseil de direction de Poullaouen
	Sarzeau	1782	Demande en concession	Pb Ag	Alexandre-Joseph Senaux, ingénieur, mineur, fondeur et machiniste
	Sarzeau	An 3	Recherche d'indices	Pb Ag	Enquête de l'administration
	Plumelin en Locminé	1841 1844	Autorisation de recherches	Pb Ag	non précisé
	Pénestin	v. 1850	Autorisation d'exploitation	Sn + Au (alluvions)	J. Wellington, contremaître-mineur à Piriac
	Callac	1877	Découverte d'indices	Ag	non précisé
ILLE-ET-VILAINE	Ercée-en-Lamée	An 2	Découverte d'indices	Pb	non précisé
	Pont-Péan	An IX	Demande de reprise en concession	Pb Ag	Citoyen Favre
	Pont-Péan	1810		Pb Ag	Enquête de l'administration
	Pont-Péan	1827	Demande de reprise en concession	Pb Ag	De Formon, demeurant Nantes, maître des requêtes au Conseil d'État
	Pont-Péan	1827	Demande de reprise en concession	Pb Ag	Couasnier, négociant à Rennes, propriétaire des travaux de surface

(Tableau: A.B.)

(Source: AN F14 sauf Pont-Péan: ADIV)

Seconde constatation cependant, cette activité s'organise et se polarise autour de quatre sites qui dominent tant par la durée de l'exploitation que par l'importance de la production : les gîtes du Huelgoat-Poullaouen travaillé de 1732 à 1868 environ, celui de Pont-Péan (1727-1905), ceux de Chatelaudren/Trémuson (1762-1931) et de La Villelder (1848-1913). Quatre exploitations que nous allons nous attacher à présenter brièvement.

Située au centre de l'actuel Finistère, la concession ancienne du Huelgoat-Poullaouen s'étendait sur plus de 12 000 ha. Exploitée par la Compagnie des Mines de Basse-Bretagne, société en nom collectif créée en 1732 et représentant à la fin du siècle un capital de 1 800 000 livres (6), la mine prit rapidement l'envergure d'une grande entreprise industrielle. Organisée autour des sites du Huelgoat et du Poullaouen distants de quelques kilomètres auxquels la Compagnie adjoignait selon ses besoins ceux de Carnoët et de Plusquellec proches, les travaux d'extraction comprenaient de huit à dix puits profonds parfois de 200 m, à quoi s'ajoutaient : « ... des dizaines de kilomètres de galeries d'extraction, d'aération, d'écoulement et de transport... Pour assurer l'exhaure... d'énormes machines hydrauliques dont les roues avaient jusqu'à 13 m. de diamètre actionnaient une multitude de pompes. Elles étaient alimentées par un réseau complexe d'étangs et de canaux... » (7). Les minerais étaient fondus à Poullaouen. Un premier apogée fut atteint entre 1765 et 1780 : à ce moment, la mine employait régulièrement un millier d'ouvriers et produisait annuellement 600 t de plomb et 1750 kg d'argent. Plomb et argent étaient expédiés de Morlaix et Quimper et vendus, à Paris principalement pour l'argent auprès de l'Hôtel des Monnaies et parfois d'orfèvres, sur l'ensemble du territoire pour le plomb par l'intermédiaire de correspondants répartis dans divers ports du royaume : Rouen, Bordeaux, Nantes, La Rochelle... Les résultats obtenus après 1780 restèrent tout à fait respectables : 40 000 kg d'argent entre 1760 et 1790, soit un peu plus de 4 % de la production mondiale d'argent de cette époque, avec une production annuelle d'un million de livres de plomb qui aurait permis de couvrir à peu près 6 % des besoins du royaume (8). Pas d'interruption lors de la période révolutionnaire : les travaux furent même brièvement nationalisés en l'an II puis rendus quelques mois plus tard à leurs propriétaires (9). Au XIX^e siècle, jusqu'à la fin des années 1860, le Huelgoat-Poullaouen demeura sans conteste, avec Vialas en Lozère et Pontgibaud en Puy-de-Dôme, l'un des établissements

(6) E. MONANGE, Une nationalisation à l'époque révolutionnaire, les mines de Basse-Bretagne, 107^e Congrès des Sociétés savantes, Brest, 1982, Hist. moderne et Contemp., t. II, p. 425/436.

(7) E. MONANGE, *art. cit.*, p. 426.

(8) E. MONANGE, *op. cit.*, p. 202/203 et p. 209/210.

(9) E. MONANGE, *art. cit.*

les plus prestigieux du territoire tant pour l'extraction, le système d'exhaure que pour le traitement métallurgique des produits, un lieu de référence pour les élèves-ingénieurs des Mines venus parfaire leurs connaissances sur le terrain ; l'on trouve ainsi traces de visites effectuées en 1827, 1835, 1841 et, 1845 (10). A sa fermeture, en 1868, l'ingénieur des Mines Monnet put écrire à propos des dernières années de fonctionnement : « dans un des sols les plus ingrats de la Bretagne, Poullaouen fait vivre depuis plus de 35 ans de 500 à 1000 personnes ; elle a fourni au commerce de 1000 à 10 000 marcs d'argent et de 500 à 1500 milliers de livres de plomb » (11). Entre 1750 et 1868, l'exploitation aurait fourni un total global de 40 000 t. de plomb (12).

Sœur cadette du Huelgoat-Poullaouen et longtemps sa rivale au XVIII^e siècle, l'exploitation de Pont-Péan se trouve à une dizaine de kilomètres au sud de la ville de Rennes, en bordure de l'axe routier Rennes-Nantes. Sa concession s'étend sur les communes de bruz, Laillé et St-Erblon, à quoi s'ajoute désormais la petite commune de Pont-Péan, de création toute récente. Lancée à la fin des années 1720 par le négociant malouin Danycan de l'Epine qui créa la Compagnie des Mines de Bretagne et du Bourbonnais, l'exploitation connut pour de multiples raisons un envol plus tardif que celle de Poullaouen. En 1731, soit après trois années de travail environ, elle comprenait cinq puits situés au fond d'une excavation de 24 m de profondeur, 84 m de long et 42 m de large, situation que Blumenstein, envoyé en mission sur les lieux par le contrôleur général Orry critiqua vivement. Dès 1740 cependant, l'extraction s'organisait plus rationnellement. Comme à Poullaouen, le traitement métallurgique se faisait sur place. En 1755, l'ingénieur Laurent, spécialiste de travaux hydrauliques assura par une refonte complète du système hydraulique, une fourniture correcte en énergie et de bonnes capacités d'exhaure. Les machines construites selon ses plans sur les puits de Bicêtre, de la Nouvelle Mine et du Chapelet (alors appelé puis de l'Ancienne Mine) se trouvèrent minutieusement décrites dans le tome XIII de l'Encyclopédie et reproduites dans le sixième volume de la série des planches (13). Nous ne possédons que quelques indications éparées sur le volume de la production et la valeur du chiffre d'affaire. Nous savons ainsi qu'entre 1727 et 1731, dans les premières années de fonctionnement donc, la mine aurait fourni quelques 191.654 livres de plomb (93.800 kg). Dans les années 1750, elle employait un millier d'ouvriers

(10) Voyages métallurgiques des élèves-ingénieurs, répertoire de l'École Nationale Supérieure des Mines, Paris.

(11) Cité par A. PAWLOSKI, *La renaissance des mines métalliques de Bretagne*, Paris, 1929.

(12) R. PIÉROT, L. CHAURIS, Cl. LAFORET, *Inventaire minéralogique de la France n° 3 « Finistère »*, BRGM, 1973.

(13) Voir à ce propos R. CARISIN, op. cit.

tandis que sa production représentait une valeur de 600.000 F. Entre 1789 et 1794 enfin, Pont-Péan produisit en moyenne 1.146.670 livres annuels de minerai concentré contenant 65 % de plomb et de 469 à 547 gr. d'argent à la tonne (14). Les travaux atteignaient à ce moment la profondeur de 120 m et l'exploitation se trouvait une nouvelle fois à bout de ses capacités d'exhaure. L'incapacité à résoudre ce problème technique en période de crise économique et politique — la Compagnie avait voté en 1794 le principe d'acquisition d'une machine à vapeur pour l'exhaure, machine qu'elle ne put acquérir en raison du blocus avec l'Angleterre — obligea les exploitants à la fermeture et à l'abandon en 1796/1797. Les travaux connurent une longue période d'interruption de près de cinquante années. La reprise intervint à partir de 1844. Bien prise en main dans les années 1870 par l'ingénieur Ch. Eloy, la mine se développa régulièrement et devint dans les années 1890 le premier site extracteur de plomb argentifère du territoire (15). Elle employait près d'un millier d'ouvriers et produisait en moyenne de 15 à 20 000 t. de minerai marchand par an. A sa fermeture, en 1905, l'exploitation s'étendait sur plus de deux kilomètres ; ses travaux souterrains comportaient une centaine de kilomètres de galeries et descendaient jusqu'à 600 m de profondeur. Des années 1730 à 1905, Pont-Péan aurait fourni environ 200 000 t. de métal (16).

Sans connaître la puissance des gîtes précédents, le site de Chatelaudren-Trémuson reste cependant digne d'intérêt. Gillet de Laumon qui visita la mine en 1789 la décrit ainsi : 500 ouvriers, 12 puits, deux fonderies aux lieux-dits Ruebourgeois et la Ville-Enfumée, une production annuelle s'établissant aux alentours de 2200 qx anciens de plomb (58.200 kg) et 1100 marcs d'argent (253 kg) (17). Abandonné en 1790, le site fut oublié puis redécouvert en 1862 lors des travaux effectués pour le passage dans les Côtes-du-Nord de la voie ferrée Paris-Brest. Le pharmacien briochin Le Maout voulut l'exploiter à son compte : une tentative qui dura cinq années et se solda par un échec. Jusqu'en 1890, le site fut travaillé irrégulièrement, sur les filons de surface. En 1913, l'industriel Joseph Dufourg, directeur de la « Compagnie des Mines de Zinc de Saint-Hyppolyte-du-Fort », une société du sud de la France, racheta la concession qu'il commença à équiper à partir de 1920. Le site prit à ce moment l'allure industrielle qu'on peut encore lui voir sur la rive gauche du Gouët, près du bourg de Trémuson, à

(14) A. LODIN, Notice historique sur l'exploitation des mines de Pont-Péan, *Annales des Mines*, t. 14 (1908) et t. 20 (1911).

(15) A. BRULÉ, *op. cit.*

(16) F. PILLARD, L. CHAURIS, Cl. LAFORET, *Inventaire minéralogique de la France*, n° 13, « Ille-et-Vilaine », BRGM 1985.

(17) M.E. CHRÉTIEN, Les mines de plomb argentifère dans les Côtes-du-Nord, *Bulletin de la Société d'émulation des C.-du-N.*, LII, 1920, p. 27/32.

quelques kilomètres au Nord-Ouest de Saint-Briec. Outre l'extraction, l'exploitation comportait une laverie prévue pour traiter 100 t de minerai par jour, une fonderie avec four rotatif et deux water-jackets, une chambre de désargentation et un atelier de coupellation (18). La compagnie fit également bâtir une cité ouvrière, comme elle le faisait à Pont-Péan, La Touche et au Huelgoat dont elle tentait simultanément la reprise. Investissements excessifs à l'orée de la grande crise : en 1931, l'entreprise disparut et entraîna Trémuson dans sa débâcle. Seule survécut la fonderie, que l'on réutilisa comme fonderie de seconde fusion.

Le district stannifère et aurifère de La Villeder présente l'originalité, pour cette période, d'avoir été exploité non seulement sur filons mais aussi sur alluvions dans les nombreuses vallées environnant la petite commune du Roc-Saint-André. La découverte du gîte en 1834 suscita au sein de l'Administration des Mines curiosité et incrédulité. Curiosité car les gîtes producteurs d'étain étaient rares en Europe continentale, incrédulité car il paraissait a priori peu concevable qu'il pût exister en Bretagne un gîte de ce type digne d'exploitation. Une première autorisation « pour disposer du produit des recherches » fut accordée en 1844, mais cette tentative tourna court. En 1850, l'attention des inventeurs se porta sur les flats alluvionnaires que l'on commença à exploiter à raison d'un peu plus d'une tonne de minerai par an. En 1853, 65 ouvriers travaillaient sur une douzaine de lavoirs. Les travaux miniers proprement dits démarrèrent en 1856 après la formation — non sans difficultés — de la « Compagnie Minière du Morbihan » qui déclarait posséder également des gisements de kaolin à Josselin et avoir fait demande en concession pour une autre mine de plomb à Plumelin. A partir de ce moment, l'exploitation se développa par à-coups jusque dans les années 1910 avec cependant deux moments forts : de 1856 à 1873, période pendant laquelle furent embauchés sur le site jusqu'à 480 ouvriers, et les années 1879-1890 marquées quant à elles par un approfondissement notable des travaux intérieurs qui comprenaient désormais quelque huit à dix puits dont certains atteignirent plus de 200 m de profondeur, ainsi que par un important investissement de surface : acquisition d'une machine à vapeur de 135 cv, mise en place d'ateliers de préparation mécanique conséquents, d'une laverie, d'une forge et d'une menuiserie, de bâtiments des bureaux et de direction. La plupart de ces bâtiments bien visibles sur le site, il y a encore une dizaine d'années, ont été rasés pour permettre le passage d'une route. Disparaissant sous la végétation, les bâtiments de la laverie

(18) « Mine de plomb argentifère de Trémuson », L'Illustration Economique et Financière, année 1926, supplément au n° du 18 septembre, consacré aux Côtes-du-Nord. Réf. aimable, Alain Cornu.

sont encore en place et restent dignes d'intérêt. Entre 1856 et 1891 la mine a produit quelques 180 t. de minerai. Elle fut, au XIX^e siècle, l'un des rares gîtes d'étain exploité en France (19).

Les caractéristiques du secteur industriel qui se profile ainsi derrière ce modeste inventaire ressortissent pour l'essentiel à celles de toute exploitation minière. Nous en retiendrons deux, essentielles à nos yeux, à savoir d'une part, l'importance de la mise de fonds et d'autre part, la dépendance étroite vis à vis du gîte, de ses qualités comme de ses défauts. La mise en état du gîte en effet, la nécessité de rejoindre la minéralisation, celle d'en évaluer les capacités et la puissance obligent à entreprendre une série de travaux préliminaires coûteux en matériel, en temps et en hommes. Dans ce type d'entreprise, la rentabilité à court terme est exceptionnelle, si ce n'est impossible à obtenir. M. Rouff dans son étude sur les mines de charbon au XVIII^e siècle (20) insiste sur l'effort financier réalisé par la classe industrielle naissante — nobles, négociants, banquiers et financiers — pour le lancement et le développement de ces mines, en donnant comme exemple, entre autres, la Compagnie d'Anzin à qui la première gaillarde de charbon aura coûté vingt ans de travaux et 4 millions de francs. A un degré moindre, mais dans des proportions identiques compte tenu de la capacité financière des compagnies concernées, les mines métalliques bretonnes connaissent ce balancement du cycle de mise en route : importance de l'investissement initial/rentabilité différée au minimum à moyen terme. Avec souvent à la clé, la disparition de la compagnie pionnière. Ainsi à Chatelaudren au XVIII^e siècle, le démarrage de l'exploitation dans les années 1760 coûte à la Compagnie Danycan, alors dirigée par la veuve du négociant malouin, un million de livres et son existence (21). De même au XIX^e siècle : l'ouverture du gîte de la Chapelle Saint-Maudez en Morbihan se fait sûr seize années dont huit de travail effectif. Les chiffres de l'année 1847, particulièrement significatifs, puisqu'ils correspondent, sur le terrain, à la reprise des travaux par une nouvelle compagnie, nous permet de mieux appréhender la réalité de ces dépenses. La nouvelle compagnie doit en effet déboursier immédiatement 23 000 F pour des travaux dont on connaît la répartition exacte :

(19) Pour tout ce qui concerne La Villelder : AN, F14 8101, F14 4021, 4157a et 8394, ainsi que : D. JOSSE-ELICOT, *Le Roc Saint-André et son histoire*, Le Roc St-André, 1987, et P. MACÉ, J.C. SCHEER, *Minéralogie : l'étain dans le Morbihan, Société Polymathique du Morbihan*, Juillet 1986, p. 149-154.

(20) M. ROUFF, *Les mines de charbon en France au XVIII^e siècle (1744-1791)*, Paris, 1922. Paris, 1922.

(21) M.E. CHRETIEN, *op. cit.*

Construction d'un manège, bocard et tables de lavage	7.500 (matériaux)
	5.000 (main d'œuvre)
Travaux de terrassement	1.000 (poudre et outils)
	2.000 (main d'œuvre)
Travaux de recherche et d'exploration dans galeries	500 (poudre et outils)
	2.000 (main d'œuvre)
Épuisement des eaux	1.000
Travaux divers	3.000
Achats de chevaux	1.500
	—
	23.500

Un bref calcul nous montre que près de 83 % des dépenses sont des dépenses de premier équipement, comprenant 46 % de frais de main d'œuvre. Ces travaux dont l'ensemble coûtera sur les huit années 77.106,50 F, entièrement improductifs, ne déboucheront sur aucune exploitation réelle et épuiseront les finances de quatre compagnies successives : la Compagnie Dardet de Rennes qui prend la concession en 1833/34, la Compagnie Ledoré d'Auray en 1841, la Compagnie Jantoux de Baud en 1845, et enfin en 1849 la Compagnie dirigée par Blaise-Maisonneuve et Lestral alors également promoteurs de La Villelder (22).

Nous retrouvons les mêmes réalités à Trémuson dans les années 1860. Un rapport établi par l'ingénieur des Mines Massieu fait le bilan du travail accompli et des sommes dépensées en 21 mois pour la mise en route du site (23). Là encore, il faut foncer des puits, à Trémuson, à la Ville-Ahlen, à Plouvara, les équiper en moyens d'extraction et d'exhaure, percer les galeries de recherche. Pour ce faire, l'entreprise embauche 50 ouvriers dont 10 Anglais payés 4 F par jour contre 2 F pour les autres. Au total, 550 journées de travail représentant 45 % des dépenses globales. Le second poste de dépenses est représenté par l'outillage. Pourtant réduit au strict minimum, il comprend cependant une machine à vapeur de 12 CV et une pompe de 20 m avec transmission pour l'épuisement des eaux, une machine à vapeur de 4 CV, deux cylindres broyeurs, une grille de débouillage, trois cribles à secousses, les canaux d'arrivée d'eaux pour la laverie, à quoi s'ajoutent 350 m de chemin de fer et trois baraques (magasin, écuries et forges). Au total, 32 % des dépenses. Le reste regroupe les frais de voyage, le logement des ouvriers anglais, le transport des matériaux, l'achat de terrains et le traitement des employés. Le tout pour près de 168.000 F.

(22) AN F14 4021.

(23) AN F14 8071. 4157a et 8394.

L'entreprise vivra à fonds perdus pendant cinq mois puis devra mettre la clé sous la porte sans avoir pu impulser une véritable exploitation du gîte.

L'histoire de La Villeder constitue certainement en ce sens un cas limite et pour le moins étonnant. Nous disposons pour cette exploitation d'une série complète de chiffres, dépenses et produits bruts, relevés par l'Administration pour la fixation de la redevance proportionnelle sur les mines (24) entre 1856 et 1898. Première surprise, sur ces 46 années, 19 seulement, soit un peu moins de la moitié correspondent à un fonctionnement effectif. Seconde surprise : la mise en rapport des chiffres, dépenses et produit brut, laisse apparaître une étonnante disproportion : 2.775.000 F ont été dépensés — soit en moyenne 140.000 F par an — pour produire en définitive 182,4 t de minerai — c'est-à-dire 9,6 t par an — représentant une valeur totale de 182.043 F — soit 9580 F par an ! Le seuil de rentabilité n'a donc jamais été atteint. En fait, c'est l'existence même d'une telle exploitation qui pose problème. Sans chercher à le résoudre, ce qui dépasserait notre propos, contentons-nous de quelques réflexions :

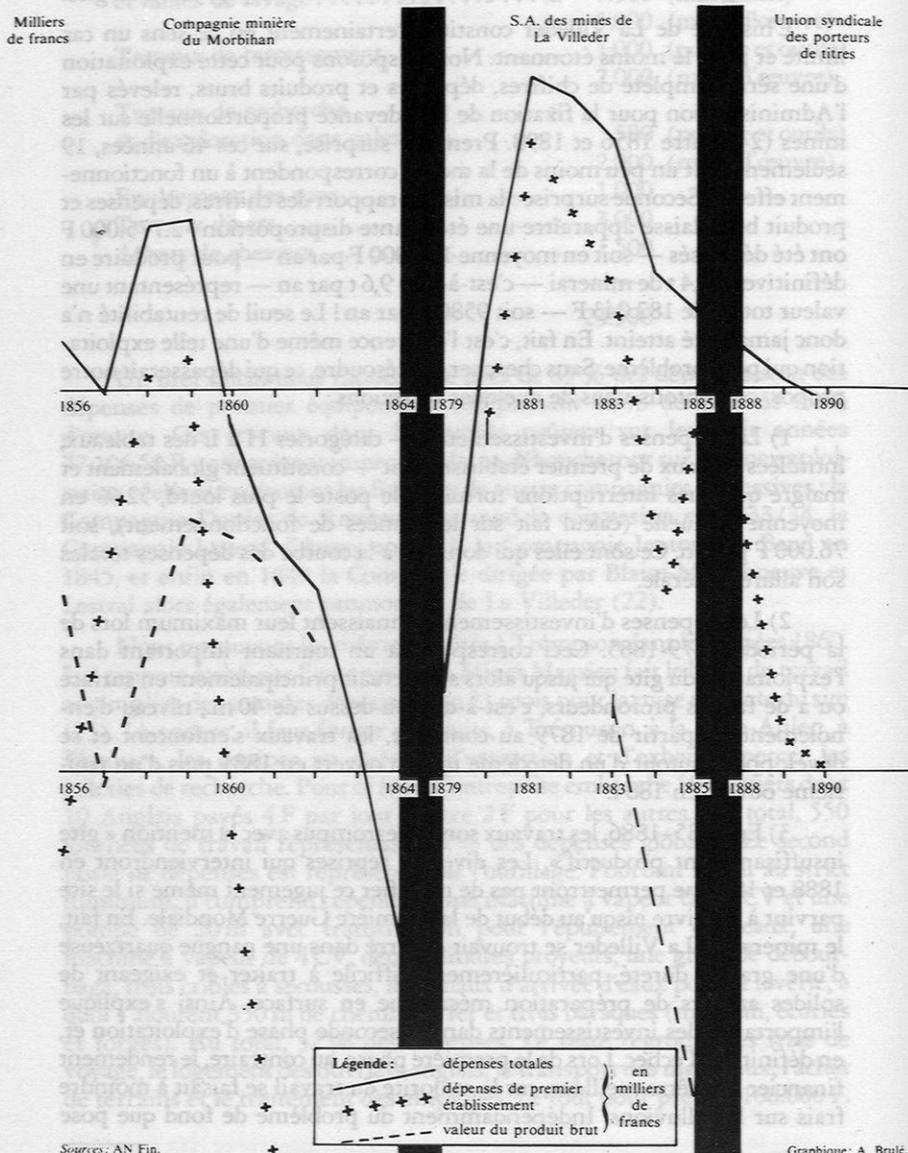
1) Les dépenses d'investissements — catégories H à L des tableaux, intitulées travaux de premier établissement — constituent globalement et malgré quelques interruptions fortuites, le poste le plus lourd, 52 % en moyenne annuelle (calcul fait sur les années de fonctionnement), soit 76.000 F par an. Ce sont elles qui donnent à la courbe des dépenses totales son allure générale.

2) Les dépenses d'investissement connaissent leur maximum lors de la période 1879-1885. Ceci correspond à un tournant important dans l'exploitation du gîte qui jusqu'alors s'effectuait principalement en surface ou à de faibles profondeurs, c'est-à-dire au-dessus de 40 m., niveau d'ennoiement. A partir de 1879 au contraire, les travaux s'enfoncent et se développent autour d'un deuxième niveau ouvert en 1881 puis d'un troisième ouvert en 1884.

3) En 1885-1886, les travaux sont interrompus avec la mention « gîte insuffisamment productif ». Les diverses reprises qui interviendront en 1888 et 1893 ne permettront pas de modifier ce jugement même si le site parvint à survivre jusqu'au début de la Première Guerre Mondiale. En fait, le minerai de La Villeder se trouvait enserré dans une gangue quartzreuse d'une grande dureté, particulièrement difficile à traiter et exigeant de solides ateliers de préparation mécanique en surface. Ainsi s'explique l'importance des investissements dans la seconde phase d'exploitation et, en définitive, l'échec. Lors de la première phase, au contraire, le rendement financier a pu être meilleur, car la majorité du travail se faisait à moindre frais sur les alluvions. Indépendamment du problème de fond que pose

(24) AN F14 4021. 4157a et 8394.

Tableau N° 3 — Les avatars d'une mise en route: La Villeder (Morbihan) entre 1856 et 1898



l'existence même de La Villelder sur une aussi longue durée, l'histoire de cette entreprise nous conduit donc directement à ce qui constitue la seconde caractéristique de ce type d'entreprise, à savoir l'étroite dépendance envers la nature du gîte, de ses qualités ou de ses défauts.

En remarquant toutefois que les mines métalliques vivent à ce niveau d'un battement qui leur est propre : contrairement aux mines de charbon ou de fer, en effet, le travail d'extraction se fait non sur couches sédimentaires que l'on débite mais sur filons au sein duquel la veine minéralisée n'occupe qu'un très faible espace. C'est du moins le cas des mines exploitées à cette date en Bretagne et sur l'essentiel du territoire national. Charles Eloy, le directeur de Pont-Péan, fait part de cette réalité à ses actionnaires lors du bilan de l'année 1887 :

« L'importance de notre exploitation a beaucoup augmenté en 1887 et l'épaisseur moyenne de la veine minéralisée s'est relativement relevée de 0,054 m à 0,061 M, soit de 12,9 %. Mais si le filon s'est enrichi, l'abattage du minerai n'en a pas été rendu plus facile parce que la veine minérale s'est trouvée disséminée dans un remplissage qui a augmenté de 16,44 % en passant de 2,19 m à 2,55 m » (25).

Nous retrouvons des chiffres identiques et les mêmes soucis pour les dirigeants du Huelgoat-Poullaouen, si l'on excepte les terres argentifères. Dans le filon principal à Poullaouen, la veine minérale n'occupait qu'un espace moyen de 8 à 10 cm, 3 à 10 cm pour celui du Huelgoat (26). Le minerai brut extrait comporte donc toujours une grande part de stérile qu'il faut trier avec soin pour rendre le minerai marchand. Le succès commercial de l'entreprise dépend à la fois du tonnage extrait et de la bonne qualité du traitement minéralurgique (préparation mécanique et laverie). Cette réalité peut aller jusqu'à inhiber le développement de l'entreprise. On l'a vu à La Villelder. La mine de La Touche en Ille-et-Vilaine, près du bourg de Vieux-Vy sur Couesnon, connu des problèmes de cet ordre. Les exploitants qui travaillèrent ce site à la fin des années 1880 se heurtèrent à une difficulté imprévue : l'incapacité de traiter correctement les mixtes (blende + pyrites). Ni l'atelier classique de préparation mécanique, ni l'atelier de dissociation électro-magnétique du minerai installé dès 1900 ne permirent d'en venir à bout de manière satisfaisante. Et par deux fois dans l'histoire de la mine, dans une conjoncture déprimée, il est vrai, cette impossibilité à faire rendre son meilleur au minerai, conduisit les exploitants à la fermeture, en 1894 et 1906 (27).

(25) Société Anonyme Commerciale des mines argentifères de Pont-Péan, Assemblée Générale des actionnaires, avril 1888, ADIV, 10 S 10.

(26) A. PAWLOWSKI, op. cit.

(27) Voir O. MILLET, op. cit. et A. BRULÉ, la mine de Brais au XIX^e siècle, *Le Pays de Fougères*, n° 63, 1987 et la mine de Brais (1879-1951) : évolution d'un site industriel, *Le Pays de Fougères*, n° 66, 1987.

Mais rien n'illustre mieux le rôle tenu par le gîte lui-même dans le développement d'exploitations minières de ce type, que l'étonnante divergence d'histoire entre le Huelgoat-Poullaouen et Pont-Péan : les deux exploitations naissent du même mouvement, de la même conjoncture, les années 1730, et d'une impulsion identique, celle de riches négociants locaux, morlaisiens pour l'entreprise basse-bretonne, malouins pour Pont-Péan. Mais, tandis que le Huelgoat-Poullaouen progresse et se rentabilise en quinze ans ce qui constitue une performance remarquable, Pont-Péan peine et végète. Il lui faudra attendre les années 1760 pour connaître un fonctionnement régulier et rémunérateur. Qualité du gîte et nature du minerai sont ici principalement en cause : l'exploitation au Huelgoat-Poullaouen se faisait en terrain vallonné dans des roches encaissantes relativement faibles, ce qui facilitait l'exhaure et limitait le coût du soutènement. De plus, les exploitants bénéficiaient de la présence d'un gigantesque « chapeau de fer », d'une richesse exceptionnelle en argent, terres blanches, rouges ou noires pouvant tenir jusqu'à un kilo d'argent par tonne et où l'on trouvait y compris de l'argent natif (28). Une série d'atouts que Pont-Péan ne possédait pas : l'exploitation se développant au contraire en plaine, dans des terrains régulièrement inondables car situés près d'une petite rivière, la Seiche. Assurer un exhaure efficace et disposer d'une énergie hydraulique fonctionnant avec régularité représentèrent pour la Compagnie Danycan un véritable casse-tête et le recours à de nombreux spécialistes où se faisant passer pour tels. Seule l'intervention de Laurent, qui avait fait ses preuves en Flandres (29), permit à la mine un fonctionnement régulier. Une efficacité fort dispendieuse — les travaux auraient coûté 800 000 livres. Facteur aggravant pour l'exploitation, la présence au toit du filon de terrains meubles du tertiaire, les terrains composant le bassin de Rennes, placés là par un rejeu de la faille-mère. Avec pour conséquence, des menaces constantes d'ennoisement et d'effondrement des galeries, obligeant à un soutènement important qu'il fallait renouveler avec régularité. Pour pallier ces défauts inhérents au site, les exploitants décidèrent dans les années 1790 de percer les galeries dans les schistes présents au mur du filon et de rejoindre celui-ci par des traverses, méthode coûteuse mais obligée, qui sera utilisée tout au long du XIX^e siècle :

« L'exploitation à Pont-Péan est très simple : des galeries d'allongement sont poussées dans le mur du filon parce que leur conservation serait extrêmement onéreuse et difficile si elle étaient faites dans le filon de la mine lui-même ; de distance en distance, tous les vingt mètres, on pousse vers le filon des traverses... et on attaque la masse métallifère » (30).

(28) A. PAWLOWSKI, *op. cit.*

(29) Voir à ce propos. L. THIBAUD, *Le mécanicien anobli Pierre Joseph Laurent, 1713-1773 : des mines d'Anzin au canal de Saint-Quentin*, thèse de 3^e cycle, Lille III, 1974.

(30) Procès-verbal de visite, 30 décembre 1865, ADIV 10S9.

La reprise des travaux souterrains après 1853 se présenta au contraire dans de meilleures conditions : la possibilité de réutiliser le Puits Républicain et la galerie du 12^e niveau, ouverts dans les dernières années du XVIII^e siècle et les seuls à avoir été foncés dans les schistes, la présence à faible distance des anciens travaux d'une colonne puissante et riche en argent, la colonne de l'Orme, permirent aux exploitants de limiter considérablement les investissements de redémarrage et d'obtenir rapidement un bon rapport pour leur production, chances dont ne purent bénéficier aux mêmes époques les exploitants de La Villeder ou de Trémuson...

Au total, s'ébauche devant nous un profil caractéristique de ce type d'entreprise, profil économique de viabilité, que l'on peut définir ainsi :

1) au démarrage, nécessité d'un capital initial important doublé de possibilités de ressources extérieures rapidement mobilisables ;

2) à long terme, part considérable donnée au capital fixe que l'on trouve matérialisé sous différentes formes : immobilisations passives — c'est-à-dire travaux hydrauliques, matériel d'extraction ou de préparation du minerai, etc. — immobilisations actives, c'est-à-dire travaux de recherches et d'avenir, maintien de réserves non exploitées, percement de puits ou galeries...

3) avec bien évidemment à la base de la viabilité pour des entreprises travaillant sur des matériaux hautement spéculatifs qu'il s'agisse du plomb, de l'argent et au XIX^e siècle, du zinc, l'existence d'un marché suffisamment rémunérateur et une parfaite maîtrise au meilleur coût possible des matières indispensables au fonctionnement de l'exploitation, charbon, de bois ou de terre, tout particulièrement.

De ce point de vue, les deux siècles d'activité minière bretonne se présentent sous des jours bien différents. L'on peut faire plusieurs remarques à ce propos :

1) Le XVIII^e siècle apparaît comme le siècle d'une relative aisance, ce qui ne va pas naturellement sans difficultés, problèmes ou conflits. Aisance, celle tout d'abord d'un système technique reposant sur l'énergie hydraulique et le charbon de bois. Les difficultés d'approvisionnement si elles existent — et elles existèrent à Pont-Péan comme à Poullaouen dans les années 1780 tout particulièrement — n'ont jamais constitué un obstacle majeur au développement de ces entreprises. Au contraire même, puisqu'en 1752, à Poullaouen, la Compagnie renonce à la machine de Newcomen qu'elle avait fait installer trois ans plus tôt, machine qui donnait pleine satisfaction sur le plan technique mais à laquelle on reprochait une consommation excessive en houille ; de même dans les années 1780, la Compagnie renonce à l'utilisation du coke (31), et ce quasiment définitivement, c'est-à-dire jusqu'à la ferme-

(31) E. MONANGE, *op. cit.*

ture de l'exploitation, lui préférant pour ses fourneaux à manche et ses fourneaux d'affinage l'usage du charbon de bois, de fagots, de lande et de genêts.

Autre aisance, celle de négociants bien insérés dans un réseau d'affaires vaste et donc porteur d'appuis et de capitaux, au sein d'un marché favorable. Dès 1732, dès la formation de la Compagnie donc, Guillotou de Kerever s'adjoint la participation financière du banquier Tronchin et derrière lui, de la banque protestante. En 1755, les Danycan obtiennent l'aide et la participation du financier Pâris-Duverney. Catastrophique pour ses investigateurs qui disparaissent faute de pouvoir faire appel face aux nombreux appels de fonds, en dépit de leur fortune personnelle, ce recours à la Haute Banque et à la Haute Finance se révèle au contraire bénéfique pour l'activité minière proprement dite : entre 1765 et 1780, désormais totalement aux mains de la banque protestante, la Compagnie des Mines de Basse-Bretagne exploite Poullaouen, Pont-Péan et Chatelaudren gîte pour lequel nous retrouvons dans une liste d'actionnaires dressée en 1779 à l'occasion d'un appel de fonds, les noms de Tronchin et de Thélusson (32). La Compagnie impulse également des travaux de recherches à Sarzeau et Coat-an-Noz ; elle s'adjoint, par le biais de quelques-uns de ses actionnaires, les mines de houille de Montrelais et Quimper. L'activité minière bretonne connaît alors un développement qui justifie l'appréciation que lui porte en 1779 l'Administration Bertin :

« Il n'en est pas de la Bretagne comme des provinces dont on vient de parler (Orléannais, Touraine, Anjou). Autant les autres sont pauvres en mines, autant celle-ci en abonde ; et l'on ne craint pas d'affirmer d'avancer que c'est la province de France et peut-être de l'Europe la plus riche en mines de toutes espèces.

Ce serait ici le cas d'observer que c'est la seule province de France où il y ait des mines constamment en valeur, et que cependant c'est la seule où il y ait des compagnies de formées pour soutenir cette exploitation ; ce qui semble démontrer que l'exploitation des mines est communément au-dessus de la force d'un particulier et que pour en tirer avantage, il faut de gros moyens, c'est-à-dire des compagnies » (33).

2) Au XIX^e siècle, l'activité minière se maintient dans des conditions moins favorables et à un niveau moindre qu'au siècle précédent, au moins pour les deux premiers tiers du siècle. Fait caractéristique de cette période : à l'exception du Huelgoat-Poullaouen qui poursuit son chemin dans les

(32) AN F 14 8071.

(33) AN F14 8073. Les dernières pages de ce document ont été coupées au rasoir et prélevées de sorte qu'il ne comporte désormais plus de signature.

mêmes conditions techniques qu'au XVIII^e siècle, les mines métalliques bretonnes s'éloignent à peu près de l'espace commercial national pour s'insérer dans une orbite plus anglo-saxonne ou belge. Cette évolution apparaît comme la résultante de plusieurs effets qui se potentialisent :

a) Un effet « charbon ». L'économie locale découvre peu à peu qu'elle ne dispose pas de ressources en houille exploitables au niveau désormais requis. Les espoirs un moment caressés d'un approvisionnement à partir des gisements de Quimper ou de Loire-Atlantique s'estompent rapidement. Le charbon vient d'Angleterre donc, de Cardiff essentiellement pour Pont-Péan par le canal d'Ille-et-Rance via Saint-Malo. Cela augmente le prix de revient de l'extraction. Surtout, cela interdit aux mineurs bretons de se transformer en fondeurs et de traiter leur minerai sur place comme ils le faisaient au XVIII^e siècle, malgré des tentatives infructueuses menées à La Villelder ou à Pont-Péan, malgré une volonté maintes fois affirmée dans les Assemblées Générales d'actionnaires. Les marchés reviennent donc aux fondeurs britanniques ou belges : britanniques pour le minerai d'étain de La Villelder traité à Truro en Cornouailles lorsqu'il fut commercialisé, britannique encore pour la blende de Pont-Péan traitée à Swansea par la maison Dillwyn, belge enfin, pour le minerai de Pont-Péan (galène, blende et schlamms) expédié à partir de 1879 à la maison Dumont frères de Sclaigneaux. C'est, pour les entrepreneurs locaux, une part importante de la maîtrise des prix qui disparaît ; sur le marché en effet, un marché de plus en plus difficile car, au fil du siècle, les prix du plomb et de l'argent ne cessent de s'effondrer, ce sont les fondeurs qui font la loi. C'est aussi un manque à gagner, car la valeur ajoutée la plus forte s'obtient à l'extraction et à la vente du métal et non du minerai.

b) Un effet « périphérie ». Déconnectés par des années de guerres, civile et blocus, les entrepreneurs bretons ne parviennent plus à prendre pied et appui dans le milieu d'affaires parisien. Exemple à cet égard le parcours de Couasnier, propriétaire en titre des travaux de surface à Pont-Péan dans les années vingt du XIX^e siècle lorsque renaît l'intérêt pour la mine. Poussé par la demande en concurrence du maître des requêtes Formon, résidant près de Nantes, et par une législation qui, depuis la loi du 21 avril 1810, lui est globalement défavorable, le négociant rennais s'entend avec la Marquise de Bréhan, autre demanderesse. Une société est formée en 1829, comprenant quelques grands noms de l'aristocratie, Coëtlosquet, Duffort, des grands noms de l'Administration des Mines, Gillet de Laumont, Mathieu, ainsi que quelques banquiers ou négociants locaux, malouins pour la plupart (34). La tourmente économique-politique de 1830 emporte cette société en cours d'installation. Désormais seul avec une concession dont il ne veut pas perdre le bénéfice, Couasnier essaie vainement de rassembler les

(34) A. BRULÉ, *op. cit.*

capitaux locaux en nombre suffisant ou d'attirer l'attention de la Haute Banque sur la mine lors de l'intense poussée spéculative minière des années 1837. C'est en Grande-Bretagne que le négociant rennais trouvera enfin l'ouverture et les capitaux recherchés : en 1841, un premier contact est pris avec John Hunt, ingénieur anglais, directeur des mines de plomb argentifère de Sark. Hunt s'engage à mettre sur pied une compagnie d'exploitation ; il obtient en échange le droit de faire valoir pour son compte les anciennes haldes dont il avait découvert la richesse en blende argentifère. En 1853, vingt-cinq années environ après la première tentative, la société se met définitivement en place, société en commandite au capital de 500 000 F dans laquelle l'élément britannique est prépondérant (80 % du capital) (34). Il s'agit de capitalistes anglo-normands, Devic Carey, James et Th. Priaulx, Ollier Clementson, Hutchesson, Thomas Mancel, Collings, John Mesurie et surtout, Thomas Dobrée Uttermarch. Tous avaient participé à la « Channel Islands Mining Company » créée pour mettre en valeur les gîtes métallifères de Sark, Herm et Guernesey (35). A partir de ce moment, l'intervention britannique dans l'exploitation des mines métalliques bretonnes se généralise : à la Villelder, en 1852, Blaise-Maisonneuve, également à la recherche de capitaux, entre en relation avec Thomas, Allison, Readwing, banquiers à Londres, sans succès. A Trémuson, en 1862, Le Maout forme avec la « Compagnie anglaise des mines de plomb argentifère de Bretagne limitée » — compagnie qui comprend comme directeurs John Longamin, John Greensline, Joseph Cooper, James Bowden et Alfred Gilkes — et semble s'être constituée pour l'occasion une société pour l'exploitation des gîtes métallifères des Côtes-du-Nord (36).

Les capitaux peuvent également venir de Belgique : entre 1849 et 1856, Blaise-Maisonneuve se voit âprement disputer le site de La Villelder par une société belge qui compte en son sein rien moins que Gustave de Linge, le directeur de la Banque Nationale de Belgique, François Prouhon, Sébastien Costantini, membre de la société Cockerill, ainsi que le directeur des charbonnages à Alais, Emile Verrue, et avec laquelle il doit finalement composer. Ainsi naît la Compagnie Minière du Morbihan (37). Ces prises de participation britanniques ou belges n'interviennent pas au hasard. L'on perçoit au contraire la mise en place de réseaux commerciaux centrés sur le charbon et pour lesquels le minerai marchand, plomb ou zinc argentifère peut constituer un utile fret de retour. Au même moment, dans un mouvement semblable, la production directement française de plomb ou de zinc tend à se

(35) Voir N. d'A. LAFFOLEY, *A History Of Mining on Sark and Herm, Channel Islands, Bulletin of the Peak District Mines Historical Society*, vol. 9, n° 4, december 1985.

(36) AN F 14 8071.

(37) AN F 14 8101.

polariser autour des bassins houillers méridionaux, Alais, Aubin, bassin de lignite d'Aix en utilisant comme matière première, les minerais en provenance d'Amérique du Sud ou des pays bordant la Méditerranée, Espagne, Afrique du Nord, Grèce...

L'emprise étrangère n'exclut pas cependant l'insertion dans le milieu local. Le cas est particulièrement net à Pont-Péan. Les années 1878/1880 sont pour la société celles du renversement d'alliance et du bouleversement juridique. A l'origine de cette évolution, le directeur Ch. Eloy. Formé à l'École de Saint-Etienne mais belge d'origine, Eloy travaille à la mine depuis 1864, comme chef des travaux intérieurs puis comme directeur ; il la connaît bien ; il sait que l'amélioration des travaux et du rendement passe par une transformation de la structure financière de la société. Pour ce faire, il parvient à s'adjoindre le concours de deux personnalités, l'une belge, l'industriel Dumont, qu'Eloy invite sur le site et persuade de participer à la société, lui donnant ainsi une crédibilité commerciale nouvelle, l'autre locale, à savoir le sénateur-maire de Rennes, Edgar Le Bastard. La Compagnie des Mines de Pont-Péan se transforme en société anonyme au capital de deux millions de francs, tandis que la prépondérance anglaise disparaît au profit de l'actionnariat local. En effet, la présence d'E. Le Bastard à la présidence du Conseil d'Administration rassure de même que les bons résultats obtenus par l'exploitation désormais présente dans le paysage industriel rennais depuis près de trente ans et dont tous les promeneurs peuvent apercevoir les infrastructures impressionnantes non loin du havre dominical de la cale de Blossac, sur la Vilaine, près de Bruz. Sans être pour autant cotées en Bourse, les actions et obligations de Pont-Péan rentrent dans les porte-feuilles et rapportent régulièrement — pour les actions du moins — 5 à 6 % de l'an. La mine s'ancre totalement dans le milieu local, au point d'engendrer des vocations patronales. Derrière E. Le Bastard se retrouve un ensemble d'industriels et surtout de négociants, en fer, en bois, en charbon — citons par exemple : François Doret, Malfilatre, Ernest Picard, Joachim Guy, A. Bossard, Léon Porteu, groupe que l'on voit émerger dans les années 1870 et qui jusque dans les années 1900/1905 au moins, tiendra le haut du pavé par l'intermédiaire entre autres de la Chambre de Commerce et de syndicats plus ou moins éphémères (38). L'intérêt social et/ou commercial — ne trouvent-ils pas en Pont-Péan un débouché quasi inépuisable ? — pousse ces négociants à la recherche d'autres sites miniers à exploiter ; les années 1890, et plus tard 1920, seront celles d'une véritable efflorescence de découvertes

(38) Nous pensons à la « Chambre syndicale du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture du département d'Ille-et-Vilaine », créée en 1880 par Le Bastard et qui vivra une ou deux années seulement. (ADIV, 61 M 1).

de gîtes et de demandes en concession, efflorescence que l'on retrouve jusque dans la littérature savante avec les publications de Bézier, Pawlowski, Chrétien, Kerforne (39). Citons, sur le plan administratif :

— 1879 : demande en concession de la mine de La Touche demandeurs : Ramet, ancien président du tribunal de Commerce, et Eloy.

— 1895 : concession des « Mines du Semnon », gîte d'antimoine près de Martigné-Ferchaud. Demandeurs : Maudet, directeur de Pont-Péan ; Tricault, propriétaire à Bruz.

— 1905 : concession de Montbelleux près de Fougères, découverte par Kerforne.

— 1907 : découverte du gîte plombeux de la Ville-Hervé (C.-d.-N.), inventeur : T. Bézier, directeur du muséum d'Histoire naturelle de la ville de Rennes.

— 1910 : concession d'une mine de mispickel aurifère près de Redon. Demandeurs : Le Hô, Zwingelstein et Ferron de Rennes.

La plupart des personnalités impliquées ont participé de près ou de loin à l'exploitation de Pont-Péan : il s'agit bien d'une essaimage à partir d'une réussite certaine, celle de la société Bruzoise. Cet essaimage, s'il persiste — difficilement, il est vrai — jusque dans les années 1950 et même 1960, ne peut cependant prendre toute sa vigueur : enserrées dans un lot de contraintes économiques et techniques, à commencer par l'éloignement des grands centres de décision et de production, fragilisées par une situation économique difficile que ce soit dans les années 1895 ou à la fin des années 1920, ces entreprises se trouvèrent contraintes de vivre au jour le jour, à la merci de tout recul du marché.

A en croire les géologues, l'histoire des mines métalliques bretonnes pourrait bien ne pas être terminée. Une histoire qui, d'ores et déjà met à mal l'idée fréquemment exprimée et trop facilement reçue d'une Bretagne en manque d'industriels et vouée par défaut d'esprit d'entreprise aux torpeurs d'une économie strictement agraire. Il est de bon ton d'associer, en ce qui concerne notre province, aux termes de Révolution Industrielle, ceux de « ratage » ou d'« incapacité ». Les entrepreneurs bretons existent pourtant, y compris au XIX^e siècle. L'on peut même, pour ce siècle, ébaucher une sorte de cycle d'investissement avec des moments forts, repérables entre 1845 et 1855 et dans les années 1890. En fait, la réalité paraît plus simple et plus

(39) Pour toutes ces publications, voir le catalogue de la Bibliothèque Municipale de Rennes.

cruelle : l'industrie bretonne bien présente au XVIII^e siècle, il suffit pour s'en convaincre de se référer aux travaux récents de J.-Y. Andrieux (40), se présente ou se recompose au XIX^e, avec désormais cette particularité de ne pouvoir, faute d'éléments essentiels, jouer un rôle moteur dans l'économie locale.

L'architecture préindustrielle
une image de la p...
au règne de l'éphémère :
les forges des Salles et du Vaublanc

Anne BRULÉ
Groupe de Recherche en Histoire Industrielle
sur la Bretagne (U.A. CNRS 1022)
Novembre 1987.

D'aucuns trouveront peut-être l'intitulé de cet article délibérément contradictoire : souci de provocation ou volonté de paraître pédant, abscons ? Non, ce n'est pas par plaisir de manier le paradoxe ; c'est, en une formule lapidaire certes, mais au-delà de l'emporte-pièce, partiellement défini, ainsi que que je vais essayer de le montrer, la notion de patrimoine industriel. Nul autre site que celui où s'exerça un jour l'industrie n'est davantage assujéti à la prégnance du temps qui passe. Les sites belges, entre autres, qui avaient même que nous de quoi le retourner, lorsqu'ils contemplant un instrument universellement célèbre comme le Grand Hornu, dans la province de Hainaut, ont depuis longtemps déjà posé les termes de cette esthétique nouvelle, à la fois fonctionnelle, utilitaire et objet d'histoire (1). Une esthétique qui, pour nous Français, reste assez largement à découvrir, à décrypter, voire à reconnaître, à accepter.

Avec le Grand Hornu, le « patrimoine mondial », pour reprendre l'apothéose ambitieuse de l'UNESCO, possède l'archétype d'une « entreprise intégrée », « véritable conglomérat avant la lettre (charbonnage, atelier de

(1) On se référera, pour ce sujet que des contributions récentes, aux deux communications prononcées lors du dernier colloque national sur le patrimoine industriel (Lille, 7-9 mai 1987) par :

— René Lebeuvre : « Musée et patrimoine industriel. L'exemple du musée du fer et du charbon, à la fois, dans les origines, rappelés le centenaire des années 1950, sous la direction d'un remarquable spécialiste de l'histoire industrielle belge, René Evard.

— Adrien Liers : « L'anthologie industrielle en Flandres » où se trouve développé, en fonction de la Ley, un certain nombre pour la qualité de ses eaux, un impératif complexe en liaison avec les activités liées, même également d'une grande richesse — est il besoin de le mentionner — pour l'industrie belge.

(40) Voir en particulier J.Y. ANDRIEUX : *Forges et Hauts Fourneaux en Bretagne*, Cid éditions, 1987.